

Comité de sécurité de l'information Chambre sécurité sociale et santé
--

CSI/CSSS/21/278

DELIBERATION N° 06/072 DU 19 SEPTEMBRE 2006, MODIFIÉE LE 5 MARS 2019, LE 4 MAI 2021 ET LE 6 JUILLET 2021, RELATIVE A LA COMMUNICATION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL RELATIVES AUX TRAVAILLEURS EN INCAPACITE DE TRAVAIL PAR SUITE DE MALADIE, INVALIDITE OU GROSSESSE, PAR LES ORGANISMES ASSUREURS A L'OFFICE NATIONAL DE L'EMPLOI, A L'INTERVENTION DU COLLEGE INTERMUTUALISTE NATIONAL ET DE LA BANQUE CARREFOUR DE LA SECURITE SOCIALE – MESSAGE ELECTRONIQUE A020 – DELIBERATIONS N° 00/026 DU 7 MARS 2000 ET N° 06/072 DU 19 SEPTEMBRE 2006 – EXTENSION DE L'AUTORISATION

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment l'article 15;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *relative à la création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114;

Vu la loi du 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, en particulier l'article 97;

Vu la demande introduite par l'Office national de l'emploi;

Vu le rapport de la section Innovation et Soutien à la Décision de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale;

Vu le rapport de monsieur Bart Viaene.

A. CONTEXTE JURIDIQUE ET OBJET DE LA DEMANDE

1. L'Office national de l'emploi a été autorisé, par la délibération n°00/26 du 7 mars 2000 du Comité de surveillance près la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à obtenir communication, par le biais du message électronique A020, de certaines données à caractère personnel relatives aux travailleurs en incapacité de travail par suite de maladie, invalidité ou grossesse.
2. Le message électronique A020 qui est communiqué à l'intervention du Collège intermutualiste national et de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, doit permettre à l'Office national de l'emploi d'appliquer l'interdiction de cumul entre, d'une part, des

allocations de chômage et, d'autre part, des indemnités de maladie et d'invalidité. Ce message contient les données à caractère personnel suivantes relatives aux travailleurs en incapacité de travail par suite de maladie, invalidité ou grossesse: le NISS, les dates de début et de fin de l'incapacité de travail, une indication du bénéficiaire d'une indemnité, la date de prise de cours de la première indemnité et quelques informations administratives ne contenant pas de données à caractère personnel.

3. L'Office national de l'emploi compare les données à caractère personnel issues du message électronique A020 avec les données à caractère personnel dont il dispose. S'il ressort de cette comparaison qu'il y a eu cumul d'indemnités, l'Office national de l'emploi effectue une enquête plus approfondie afin de prendre une décision définitive. Les données à caractère personnel communiquées par le biais du message électronique A020 ont donc uniquement une fonction de signal pour le dépistage d'éventuels cumuls d'indemnités.
4. L'Office national de l'emploi a été également autorisé, par la délibération n°06/072 du 19 septembre 2006 du Comité sectoriel de la sécurité sociale à obtenir communication du *numéro d'identification de l'organisme assureur concerné* et de la *nature du dossier concerné* (distinction entre, d'une part, un dossier de maladie ou d'invalidité et, d'autre part, un dossier de grossesse).
5. L'Office national de l'emploi souhaite à présent obtenir la communication de certaines données à caractère personnel contenues dans le message électronique A020, relatives aux travailleurs en incapacité de travail par suite de maladie, invalidité ou grossesse. L'accès à ces données permettrait à l'Office national de l'emploi de vérifier, dans le cas de dossiers de recouvrement individuels, si des retenues à concurrence de 10 pour cent sont possibles, conformément à l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, afin de récupérer les prestations payées indûment. L'article 1410, § 4, du Code Judiciaire permet en effet à l'Office national de l'emploi, sans contrôle judiciaire préalable, de récupérer l'ensemble ou une partie des sommes indûment perçues sur les allocations à échoir (retenues sectorielles et intersectorielles).
- 5.1. L'ONEM souhaite également obtenir la communication de données à caractère personnel (et leur historique) contenues dans le message électronique A020 lorsqu'il n'est pas encore saisi d'une demande d'allocation de chômage, afin de lui permettre d'effectuer un calcul d'admissibilité dans le cadre des mises à l'emploi article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale. L'ONEM intégrera la personne concernée qui n'est pas encore demandeur d'emploi dans le répertoire des références sous le code qualité 4¹ (demandeur d'emploi).

¹ Cela permet à l'ONEM de consulter plusieurs sources de données pour ensuite communiquer aux CPAS le numérateur relatif à la durée du stage d'attente et à la BCSS de réaliser en la matière les contrôles d'intégration corrects concernant le répertoire des personnes. Pour que l'ONEM puisse communiquer aux CPAS la durée pendant laquelle ils doivent mettre un client au travail avant que le stage d'attente de ce dernier ne se termine et que la personne concernée puisse donc passer dans le régime du chômage (l'objectif de l'occupation dans le cadre de l'article 60), il doit consulter au préalable plusieurs sources de données dans le réseau de la sécurité sociale, toujours en utilisant le code qualité approprié. De nombreuses personnes pour lesquelles les CPAS souhaitent connaître la durée de leur stage d'attente, disposent du statut de demandeur d'emploi (code qualité 4) après s'être inscrit auprès d'un service d'aide à l'emploi compétent.

- 5.2.** En vertu de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 précitée, lorsqu'une personne doit justifier d'une période de travail pour obtenir le bénéfice complet de certaines allocations sociales ou afin de favoriser l'expérience professionnelle de l'intéressé, le CPAS prend toutes les dispositions de nature à lui procurer un emploi. Le cas échéant, il fournit cette forme d'aide sociale en agissant lui-même comme employeur pour la période visée. Dans ce cadre, et dans le cadre de la lutte contre la pauvreté (article 90 du contrat d'administration entre l'Etat belge et l'ONEM), l'ONEM s'engage envers les CPAS qui en font la demande, pour chaque cas individuel, à calculer le nombre de jours de travail nécessaires manquants à l'intéressé pour ouvrir le droit aux allocations de chômage.
- 5.3.** La procédure actuelle mise en œuvre est la suivante. Le CPAS complète un formulaire C.60.7 contenant des informations sur l'assuré social et son passé professionnel². Après réception de ce formulaire, l'ONEM donne une estimation de la date à partir de laquelle l'assuré social remplit les conditions pour être admis au bénéfice des allocations de chômage. En d'autres termes, l'ONEM estime la date à laquelle l'assuré social est admissible et précise pendant combien de temps il doit encore travailler pour ouvrir son droit. Ainsi, le CPAS est en mesure de déterminer la date de fin du contrat « article 60, § 7 » à conclure avec l'assuré social. L'information transmise par l'ONEM ne constitue pas une décision d'admissibilité aux allocations de chômage à la date estimée de fin du contrat de travail article 60, § 7, du 8 juillet 1976 précitée. En effet, les conditions d'admissibilité et d'indemnisation au droit aux allocations de chômage de l'assuré social seront examinées lors de l'introduction de sa demande d'allocations. Ce formulaire est complété par le CPAS sur la base des déclarations de l'assuré social.
- 5.4.** La mise en œuvre de cette procédure telle qu'elle est appliquée actuellement soulève des difficultés. Les informations fournies par le candidat travailleur concernant son passé professionnel sont cruciales pour donner une estimation correcte du nombre de jours encore nécessaires pour son admission aux allocations de chômage. Or, il ressort de la pratique que ces déclarations lorsqu'elles sont approximatives ne peuvent être contrôlées par l'ONEM en consultant les bases de données électroniques étant donné qu'il n'y a pas encore de demande d'allocations introduite auprès de l'organisme de paiement. Il a également été constaté des différences entre le nombre de jours calculés anticipativement au contrat, et ceux calculés au moment où l'assuré social introduit une demande d'allocations de chômage. Ces différences peuvent notamment résulter de renseignements erronés ou incomplets donnés par l'assuré social³. Lorsqu'un formulaire C.60.7 est introduit à l'ONEM, celui-ci n'a pas accès aux données de la BCSS étant donné que l'ONEM ne dispose d'un accès aux bases de données que pour les personnes qui ont introduit une demande d'allocations, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des personnes concernées par le dispositif de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 précitée.
- 5.5.** L'accès au flux A020 permettra de garantir que les données « périodes de travail » et/ou « périodes assimilées » que l'ONEM peut prendre en compte lors du calcul du nombre de jours à travailler en application de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 précitée qu'il communique aux CPAS soient correctes. La communication permettrait donc de

² Les périodes de travail.

³ Par exemple, des jours de maladie non rapportés lors de précédents contrats.

simplifier le calcul de la durée du contrat de travail dans le cadre des mises à l'emploi « article 60, § 7 » ainsi que d'augmenter la qualité de l'information donnée aux CPAS en ayant davantage recours aux données administratives (plutôt qu'aux données auto-déclarées par le candidat travailleur qui sont moins fiables).

B. EXAMEN DE LA DEMANDE

6. Il s'agit d'une communication de données à caractère personnel au sein du réseau de la sécurité sociale qui, en vertu de l'article 15, alinéa 1er, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* (ci-après, loi BCSS), doit faire l'objet d'une délibération préalable de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information.
7. En vertu du Règlement (UE) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne peuvent pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités (principe de limitation de la finalité), elles doivent être adéquates, pertinentes et être limitées à ce qui est nécessaire pour la finalité pour lesquelles elles sont traitées (principe de minimisation des données), elles ne peuvent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées que pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de limitation de la conservation) et elles doivent être traitées à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées de façon à garantir une sécurité adéquate et à les protéger contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle (principe d'intégrité et de confidentialité)

Principe de limitations des finalités

8. L'Office national de l'emploi semble avoir besoin du numéro d'identification de l'organisme assureur concerné, en vue de l'application des articles 60 et 61 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 *portant réglementation du chômage*. Pour pouvoir bénéficier des allocations de chômage, un travailleur doit, en vertu de ces articles, être apte au travail et il ne peut, en principe, pas percevoir d'indemnités de maladie ou d'invalidité.
9. L'article 154 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 dispose, par ailleurs, que le chômeur qui a perçu indûment des allocations de chômage, peut être exclu, pendant une certaine période, du droit aux allocations de chômage s'il ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 71 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, c'est-à-dire s'il a omis d'indiquer sur sa carte de contrôle les jours pour lesquels il n'a pas droit aux allocations de chômage, par exemple par suite de maladie. Avant de prendre une décision en la matière, l'Office national de l'emploi convoque l'intéressé, conformément à l'article 144 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991, aux fins d'être entendu. À cet effet, il peut être utile de contacter l'organisme assureur de l'intéressé, afin d'obtenir une certitude quant à la situation de ce dernier.

10. L'Office national de l'emploi semble être souvent confronté à des dossiers compliqués qui ne peuvent être finalisés complètement sur la seule base du message électronique A020. Souvent, l'obtention d'informations complémentaires ou l'interprétation d'informations disponibles paraissent nécessaires. Dans ce cas, il est essentiel que l'Office national de l'emploi puisse contacter l'organisme assureur concerné.
11. En outre, les institutions de sécurité sociale sont, en vertu de l'article 3 de la loi du 11 avril 1995 *visant à instituer "la charte" de l'assuré social*, tenues de fournir à l'assuré social qui en fait la demande écrite, toute information utile concernant ses droits et obligations et de communiquer d'initiative à l'assuré social tout complément d'information nécessaire à l'examen de sa demande ou au maintien de ses droits. L'article 11 de la même loi dispose que les institutions de sécurité sociale qui traitent une demande recueillent d'initiative toutes les informations faisant défaut en vue de pouvoir apprécier les droits de l'assuré social.
12. Enfin, le numéro d'identification de l'organisme assureur concerné serait également utilisé par les contrôleurs sociaux de l'Office national de l'emploi, conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 16 novembre 1972 *concernant l'inspection du travail*.
13. L'Office national de l'emploi estime devoir disposer de l'identité de l'organisme assureur concerné dans le cadre de l'exécution de ses missions, notamment afin de contacter l'organisme assureur concerné pour vérifier si un assuré social qui bénéficie d'une allocation de chômage, perçoit ou non une indemnité de maladie ou d'invalidité (en effet, le bénéfice d'une indemnité de maladie ou d'invalidité constitue une entrave au bénéfice d'une allocation de chômage) et afin de pouvoir fournir à cet assuré social des renseignements plus précis concernant l'état d'avancement de son dossier.
14. L'Office national de l'emploi souhaite également connaître la nature du dossier concerné, c'est-à-dire la distinction entre, d'une part, un dossier de maladie ou d'invalidité et, d'autre part, un dossier de grossesse. Il estime en effet que c'est nécessaire en vue de l'application des articles 56, 60, 61 et 62 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 *portant réglementation du chômage* et de l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971.
15. L'Office national de l'emploi se base sur la considération que les articles 56, 60, 61 et 62 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 disposent que, pour pouvoir bénéficier d'allocations de chômage, l'intéressé doit être disponible pour le marché du travail et apte au travail et ne peut en principe pas percevoir d'indemnités de maladie ou d'invalidité. L'indisponibilité pour le marché du travail peut être la conséquence de l'application de l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 qui prévoit une interdiction de travailler à partir du septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin d'une période de neuf semaines qui prend cours le jour de l'accouchement. La communication du type de dossier permettrait à l'Office national de l'emploi de déterminer la nature et la durée de l'incapacité. Il peut par conséquent motiver pourquoi il est tenu de procéder à un recouvrement des allocations de chômage payées indûment lorsque le repos de maternité prévu n'est pas (ou insuffisamment) respecté (en effet, pendant cette période, l'intéressé tombe à charge de l'assurance soins de santé et indemnités et non à charge de l'assurance chômage).

16. Grâce à cette donnée, l'Office national de l'emploi serait donc en mesure de déterminer avec certitude les périodes au cours desquelles l'assuré social est à charge de l'assurance maladie et invalidité et par conséquent de calculer le nombre précis de jours pouvant faire l'objet d'un remboursement des allocations de chômage. En outre, l'Office national de l'emploi peut vérifier, dans le cas de dossiers de recouvrement individuels, si des retenues à concurrence de 10 pour cent sont possibles, conformément à l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, afin de récupérer les prestations payées indûment.
17. Le Comité de sécurité de l'information constate que ces finalités concernent notamment le contrôle et la recherche proactive d'infractions à la législation sociale. De telles finalités sont, en soi, explicites et légitimes, et s'inscrivent dans les compétences de l'Office national de l'emploi.
- 17.1. L'ONEM a également besoin des données à caractère personnel (et leur historique) contenues dans le message électronique A020 lorsqu'il n'est pas encore saisi d'une demande d'allocation de chômage, afin de lui permettre d'effectuer un calcul d'admissibilité dans le cadre des mises à l'emploi article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 *des centres publics d'action sociale*.

Nature des données dont la communication est demandée

18. L'Office national de l'emploi souhaite obtenir communication du *numéro d'identification de l'organisme assureur concerné* et de la *nature du dossier concerné, soit le motif de l'incapacité de travail* (distinction entre un dossier de maladie ou d'invalidité et un dossier de grossesse).

Principe de minimisation des données

19. La communication porte uniquement sur les personnes qui ont été intégrées dans le répertoire des références de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, tant par l'Office national de l'emploi que par le Collège intermutualiste national, respectivement sous le code qualité « *chômeur contrôlé* » et le code qualité « *assurabilité soins de santé* ».

Cela signifie que l'Office national de l'emploi obtiendra uniquement les données à caractère personnel relatives aux assurés sociaux pour lesquels il a explicitement déclaré à la Banque Carrefour de la sécurité sociale qu'il possède un dossier les concernant sous la qualité de chômeur contrôlé.

20. Par sa délibération n°04/24 du 6 juillet 2004, le Comité sectoriel de la sécurité sociale a autorisé les organismes assureurs à communiquer le message électronique A020, complété de l'identité de l'organisme assureur concerné et de la nature du dossier concerné, aux caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, à l'intervention du Collège intermutualiste national, de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Vu ce qui précède, la communication poursuit des finalités légitimes. Les données à caractère personnel précitées sont pertinentes et non excessives par rapport à ces finalités.

Par ces motifs,

la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information

conclut que la communication de données à caractère personnel par les organismes assureurs au moyen du message électronique A020, complété de l'identité de l'organisme assureur concerné et de la nature du dossier, à l'intervention du Collège intermutualiste national et de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'Office national de l'emploi, en vue de la réalisation des finalités précitées, telle que décrite dans la présente délibération, est autorisée moyennant le respect des mesures de protection de la vie privée qui ont été définies, en particulier les mesures en matière de limitation de la finalité, de minimisation des données et de sécurité de l'information.

Bart VIAENE
Président

Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: 38 Quai de Willebroeck - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).